

UNE JUSTICE MANIPULEE PAR LE FPR-INKOTANYI

SAPE LES BASES DE L'UNITE ET DE LA RECONCILIATION ENTRE LES RWANDAIS

COMMUNIQUE DE PRESSE

Les Forces Démocratiques de Libération du Rwanda(FDLR), le « National Convention-Ubumwe » et le Pacte Démocratique National(PDN) rejettent énergiquement l'arrestation aussi surprenante qu'arbitraire du Père Guy Theunis appréhendé par les services de sécurité à l'aéroport de Kanombe(Kigali) le mardi 06 septembre 2005 alors qu'il était en transit pour la Belgique.

Nos organisations dénoncent avec vigueur toutes les actions de harcèlement engagées contre la presse indépendante au Rwanda. En particulier, nous sommes solidaires de l'association qui édite la revue « Dialogue » qui, ces derniers mois, se trouve dans le collimateur des valets du FPR . Ces propagandistes du régime de Kigali ont en effet tenté de récupérer la revue Dialogue mais sans succès jusqu'à ce jour. Le fait qu'on reproche au Père Guy Theunis d'avoir été Secrétaire de rédaction de la revue Dialogue prouve largement que le FPR et son Président sont de véritables prédateurs de la liberté de la presse.

Par ailleurs, nos organisations tiennent à exprimer leur soutien au bimensuel « UMUCO » victime du harcèlement des services de sécurité et dont l'un des rédacteurs Monsieur Jean Léonard Rugambage est incarcéré dans la prison centrale de Gitarama depuis le 12 septembre 2005, coupable uniquement d'avoir critiqué le fonctionnement des juridictions « gacaca ». Il en est de même du Rédacteur en chef du bimensuel Monsieur Bonaventure Bizumuremyi quotidiennement convoqué par les services de police pour avoir osé dénoncé les conditions du procès de l'ancien Chef de l'Etat Monsieur Pasteur Bizimungu aujourd'hui en prison pour avoir tenté de créer un parti politique d'opposition.

Nos formations estiment que les raisons qui ont poussé le pouvoir du FPR à arrêter le missionnaire belge ne sauraient être autres que politiques. De notoriété publique, la justice rwandaise est aux ordres du FPR-Inkotanyi. Nous lançons un appel pressant à tous les rwandais toutes catégories confondues afin qu'ils se lèvent comme un seul homme pour combattre la dictature du FPR-Inkotanyi et de son Chef Paul Kagame.

Nos organisations sont déterminées à conjuguer leurs forces en vue de lutter contre la terreur du FPR-Inkotanyi qui a pratiquement traumatisé tout un peuple en instaurant un climat dangereux de délation au sein de la population allant jusqu'à des dénonciations calomnieuses entre des membres d'une même famille sous l'incitation des autorités indignes.

Nos formations invitent une fois de plus le Président Kagame à revenir à la raison en cessant de se comporter comme un terroriste contre son peuple et enfin à comprendre que les Rwandais ne resteront pas indéfiniment passifs face à des traitements qui les assimilent à un cheptel dont il pourrait disposer à sa guise. Les Rwandais ne sauraient accepter d'être assimilés à une moisson appartenant à Paul Kagame qui aurait stocké celle-ci dans le Rwanda ainsi réduit à son propre « grenier » dont il aurait confié la gestion à son parti le FPR-Inkotanyi.

Notre pays n'a aucun intérêt dans un bras de fer avec la Belgique ou un pays quelconque, moins encore avec des Confessions religieuses telle que l'Eglise catholique. L'on ne peut comprendre pourquoi le gouvernement de Kigali s'investit dans des actes d'humiliation à l'encontre des personnes innocentes alors que des criminels avérés continuent de couler des jours tranquilles au sein de diverses institutions rwandaises dont le FPR-Inkotanyi constitue incontestablement le moteur. Comment comprendre qu'environ trente mille personnes ayant reconnu et avoué leurs responsabilités dans le génocide soient libérés quand au même moment des innocents sont jetés en prison avant même d'être informés des faits leur reprochés ?

Il est tout aussi curieux qu'incompréhensible de voir le FPR s'empresser d'arrêter le Père Guy Theunis sans en avoir préalablement informé le Gouvernement belge et le cas échéant lui demander de poursuivre le dossier, étant donné que la Belgique déploie beaucoup d'efforts pour affronter le génocide rwandais sans détours.

Nos organisations sont convaincues que les juridictions « gacaca » dans leur fonctionnement actuel ne peuvent conduire les Rwandais vers une unité et une réconciliation durables. Nous appelons tous les Rwandais à se mobiliser pour dénoncer des pratiques rétrogrades du FPR-Inkotanyi et à rejeter tout acte d'injustice visant autrui quand bien même les y pousseraient des autorités corrompues et indignes.

Nos formations en appellent à la vigilance de la Communauté internationale pour qu'elle ne cautionne plus les injustices instaurées par le FPR-Inkotanyi à travers un système judiciaire qui de plus en plus ternit l'image de notre pays dans le concert des nations. Aussi demandons-nous aux pays et aux organisations qui financent le système judiciaire rwandais de s'assurer de l'utilisation judicieuse des fonds octroyés.

Nos partis sont aussi persuadés que les actes engagés contre ceux qui critiquent le pouvoir du FPR-Inkotanyi visent à dissuader les opposants politiques de continuer d'exiger l'ouverture de l'espace politique afin qu'ils puissent rentrer au pays en vue d'y poursuivre leurs activités politiques. De même, le FPR est toujours sur le qui-vive de peur de voir un jour la lumière faite sur son rôle dans le génocide ou dans d'autres crimes contre l'humanité alors que jusqu'à ce jour il s'était présenté comme le donneur de leçons à propos des événements tragiques du Rwanda et de la région des Grands Lacs.

Nos organisations sont parfaitement conscientes du fait que le FPR-Inkotanyi entend intimider la justice internationale en vue de la dissuader d'engager d'éventuelles poursuites contre des cadres du FPR impliqués dans des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. Nous saisissons la présente occasion pour insister auprès des instances judiciaires internationales et des pays qui s'y sont engagé à accélérer les procédures pour que les éléments du FPR soupçonnés d'avoir trempé dans les crimes soient amenés devant les tribunaux compétents. Nous sommes fermement convaincus qu'il n'y aura pas d'unité et de réconciliation véritables au Rwanda si le FPR-Inkotanyi continue de pratiquer une justice à sens unique.

Nous estimons urgent d'entreprendre des réformes profondes au niveau du fonctionnement des juridictions « gacaca » voire leur dissolution au profit de mécanismes juridiques et politiques plus appropriés car au lieu de servir de base à l'unité et à la réconciliation des rwandais, les « gacaca » en sont devenus aujourd'hui le principal obstacle. Nous demandons à la Communauté internationale d'user de son influence pour amener le Gouvernement du FPR à ouvrir l'espace politique plutôt que de continuer à se servir du génocide qu'il a réduit à un instrument de chantage politique et diplomatique.

Nous dénonçons la stratégie de la provocation à l'endroit des pays qui accueillent les réfugiés rwandais de plus en plus nombreux à fuir la dictature du FPR et son Président qui ne leur laissent aucun répit.

Nous réitérons notre ferme condamnation de tous les responsables du génocide et des crimes contre l'humanité au Rwanda et dans la région des Grands Lacs. A nos yeux, le cynisme des auteurs du génocide n'a d'égal que celui de ceux qui en ont fait leur fonds de commerce et un outil de chantage dans leur politique régionale et internationale.

Nous demandons aux Rwandais, aussi bien des civils que des militaires et en particulier aux politiciens, de se libérer de la peur et de se lever comme un seul homme en vue de militer pour leurs droits et libertés en se libérant du joug du FPR-Inkotanyi qui cherche à les maintenir sous sa domination criminelle qui a déjà considérablement terni la réputation du rwandais dans la région des Grands Lacs et dans le reste du monde.

Fait à Bruxelles, le 16 septembre 2005

Pour les FDLR

Emmanuel HAKIZIMANA(sé)
Président

Pour "National Convention-Ubumwe"

Gen. BEM. Emmanuel HABYARIMANA(sé)
Président

Pour le PDN

Déogratias MUSHAYIDI(sé)
Secrétaire Général & Porte-parole